

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner – Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 2 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI

Universaône
18 rue Félix Mangini
69 009 Lyon

Références : UID4243-DSSP-023-0410
Code AIOT : 0010500024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 octobre 2023 dans l'établissement SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI implanté ZA Charles Chana – Site de SATROD Bd du Puits Charles 42 230 Roche-la-Molière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI
- ZA Charles Chana - Site de SATROD Bd du Puits Charles 42230 Roche-la-Molière
- Code AIOT : 0010500024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Borde Matin exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur la commune de Roche la Molière. La poursuite de son exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral du 23/02/2018, modifié par un arrêté complémentaire du 14/04/2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- traçabilité des déchets,
- action nationale RNDTS,
- mise en œuvre du décret du 30/03/2021,
- émissions diffuses.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.3.9.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	vidéosurveillance	Code de l'environnement du 01/01/2023, article D. 541-48-1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 5.2.4.7	/	Sans objet
2	traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-43	/	Sans objet
3	traçabilité des déchets (2)	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 5.2.1	/	Sans objet
6	Émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 12.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité est relevée concernant la vidéosurveillance des déchargements de déchets (article D. 541-48-1 du Code de l'environnement). L'exploitant a pris des dispositions pour remédier à la situation en 2024.

Des anomalies sont constatées dans les informations transmises sous GIDAF concernant l'autosurveillance des rejets aqueux. L'exploitant doit y remédier.

Concernant la traçabilité des déchets, l'exploitant a transmis les informations requises au RNDTS. Il a développé un système de transmission automatique des données opérationnel depuis le 01/07/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 5.2.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : I. Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 5.2.4.5 ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 5.2.4.6 en cours de validité ;
- vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- réalise une pesée ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

[...]

III. En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département dans lequel est située l'installation de traitement.

Constats :

À l'arrivée des déchets, l'exploitant vérifie l'existence d'un certificat d'acceptation préalable (CAP) valide pour les déchets en question.

Si le certificat est valide, il réalise une pesée et un contrôle de non-radioactivité du chargement.

Si le certificat n'est pas valide (périmé) ou en l'absence de certificat d'acceptation préalable, le déchet est refusé.

Après déchargement, une pesée à vide est réalisée. L'exploitant délivre alors le bon de pesée qui vaut accusé de réception des déchets sur le site.

Dans le cas où le déchet est refusé, il n'y a pas d'information du producteur ou du détenteur du déchet, ni du préfet.

L'exploitant indique que, dans la grande majorité des cas, il s'agit d'une absence de renouvellement de CAP. Le transporteur est mis en attente, il prévient son client (producteur ou détenteur du déchet) qui lui-même se met en relation avec l'exploitant.

Si la situation peut être régularisée (CAP renouvelé), alors le déchet est réceptionné.

Le contrôle visuel n'est possible qu'au déchargement des déchets dans le casier de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-43

Thème(s) : Actions nationales 2023, utilisation du registre national

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

<p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>À compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la Défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la Défense.</p> <p>La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats : Le versement des données du registre des déchets au RNDTS a été effectué "manuellement" pour les données du 01/01/2022 au 30/06/2023. Depuis le 01/07/2023, les données sont transmises automatiquement via une API au RNDTS dans la nuit du j+4 au j+5.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>
<p>N° 3 : traçabilité des déchets (2)</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 5.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, origine géographique des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée : La zone de chalandise s'étend sur la Loire ainsi que sur les départements limitrophes dans la limite de 70 km route. Pour l'ISDND, le tonnage de déchets maximum en provenance des départements limitrophes est de 50 000 t/an, hors plâtre.</p>
<p>Constats : Les déchets de la collecte sélective sont temporairement triés sur des centres de tri situés dans la Drôme et dans les Bouches du Rhône, compte-tenu de la fermeture du centre de tri de Firminy pour travaux. Après tri, les "refus" sont ré-expédiés dans la Loire pour être éliminés. Ces déchets sont donc comptabilisés comme entrant dans la zone de chalandise définie par l'arrêté préfectoral du 23/02/2018. L'inspection a donné son accord sur ces dispositions le 15/09/2023, dans la mesure où les quantités ainsi réceptionnées sont en cohérence avec celles habituellement reçues depuis le centre de tri de Firminy. Des déchets ainsi identifiés ont commencé à être réceptionnés le 19/09/2023 depuis le centre de tri situé dans la Drôme. La quantité reçue s'élève, à la date de l'inspection, à 222 tonnes, en baisse par rapport à la période précédant la fermeture du centre de Firminy. Aucun déchet n'a encore été réceptionné depuis le centre des Bouches du Rhône.</p>
<p>Observations : La diminution des refus de tri semble être liée à une meilleure performance du centre de tri.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.3.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires, dans le milieu naturel Les VLE applicables diffèrent en fonction de la période : La période d'étiage court du 01/04 au 31/10 ; La période hors étiage court du 01/11 au 31/03. (Le tableau des VLE n'est pas reproduit).
Constats : Les résultats de l'autosurveillance des rejets d'effluents aqueux sont transmis par l'intermédiaire de l'application GIDAF. Les résultats ne montrent pas de dépassement des VLE, ni des flux maximums journaliers admissibles. Cependant, les données transmises font apparaître les anomalies suivantes : <ul style="list-style-type: none">– plusieurs jours sont à 0 m³/j de rejet alors qu'un pH, une conductivité et une température sont renseignés,– le 11/01/23 correspond à l'analyse mensuelle alors que le rejet est de 0 m³/j,– l'analyse mensuelle d'avril est incomplète. L'exploitant doit corriger ces anomalies. En parallèle, l'exploitant suit mensuellement l'évolution de la moyenne annuelle des flux. Cela lui permet de prendre les mesures nécessaires le cas échéant pour atteindre la conformité du flux moyen annuel par période d'étiage et hors étiage. Il n'est pas constaté de dérive des moyennes annuelles étiage et hors étiage à la date de la visite.
Observations : Il est également observé sur le suivi des eaux de ruissellement interne le défaut de mesure en continu des débits rejetés. Cela concerne tous les jours et tous les bassins. Il est demandé à l'exploitant d'investiguer et de corriger l'anomalie. Pour rappel, le débit, le pH et la conductivité des eaux de ruissellement rejetées doivent être mesurés en continu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : vidéosurveillance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2023, article D. 541-48-1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du Code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :

<ul style="list-style-type: none"> – les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; – la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : L'exploitant a mis en place les caméras de vidéosurveillance au niveau des quais de déchargement. Cependant, le dispositif n'est pas fonctionnel. Le jour de la visite, les caméras n'étaient pas en fonctionnement et il n'était pas possible d'accéder aux enregistrements des jours précédents. L'exploitant a indiqué qu'il avait budgété le changement du dispositif pour 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 12.1
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : Au plus tard 6 mois après l'obtention du présent arrêté, l'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place. Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.
Constats : La cartographie des émissions diffuses réalisée en 2020 avait conduit l'exploitant à élaborer un plan d'actions pour remédier aux anomalies repérées. Les actions ont été réalisées entre 2020 et 2021. L'exploitant a programmé la réalisation d'une nouvelle cartographie pour fin 2023.
Observations : Les résultats des mesures des émissions diffuses est à transmettre à l'inspection des installations classées dans les 3 mois suivant sa réalisation. Il est attendu un commentaire quant à l'efficacité des actions correctives réalisées. Un nouveau plan d'actions est également attendu en cas de persistance ou de détection de nouveaux défauts d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet